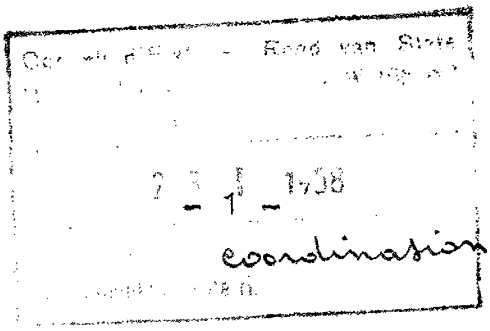


ML. L. 6033/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 17 décembre 1957, d'une demande d'avis sur un projet de loi "autorisant la SABENA à augmenter son capital et à modifier ses statuts", a donné le 8 janvier 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e december 1957 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "waarbij de SABENA er toe gemachtigd wordt haar kapitaal te verhogen en haar statuten te wijzigen", heeft de 8e januari 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet tend essentiellement à permettre à la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne (SABENA) d'augmenter son capital et de modifier ses statuts.

L'autorisation ou l'approbation des Chambres législatives est requise pour la modification des "dispositions d'ordre financier ou légal des statuts" de cet organisme, par l'article 31 de ceux-ci.

Les statuts de la SABENA sont actuellement les statuts annexés à la loi du 6 avril 1949, modifiés en vertu de la loi du 18 août 1955.

Le projet prévoit, en outre, l'extension à de nouveaux emprunts de la garantie de l'Etat et de la prise en charge par l'Etat d'une partie des intérêts. Il accorde, enfin, à la SABENA de nouvelles exemptions fiscales.

\+

\+ \+

L'article 7 de la loi du 6 avril 1949 et l'article 5 de la loi du 18 août 1955 accordent déjà à la SABENA des exemptions fiscales. Celles-ci sont reprises à l'article 5 du projet. L'article 9 détermine les nouvelles exonérations d'impôts.

.../...

Les nouvelles exonérations d'impôts ne soulèvent pas plus que celles dont la SABENA jouit déjà, d'objections fondées sur l'article 112 de la Constitution.

Il ressort, en effet, de l'exposé des motifs que les exemptions prévues sont inspirées par le seul souci de l'intérêt général. Si elles ne sont accordées qu'à la SABENA, c'est sinon en raison du caractère parastatal que revêtirait l'organisme, du moins en raison de ce que, née de l'association des pouvoirs publics et de personnes privées, la SABENA seule a la charg d'assurer tant en Belgique qu'au Congo belge certains transports aériens d'utilité publique.

Les exemptions sont d'ailleurs conçues de manière à ne pas favoriser, par rapport à la loi commune en matière d'impôts, les membres de l'association quant aux profits qu'ils retirent de celle-ci.

\+

\+ \+

L'article 3 du projet prévoit que les actions souscrites par l'Etat seront libérées "par voie de compensation".

Les dettes de la SABENA envers l'Etat, dont l'annulation est prévue par cet article, n'étant pas exigibles, la compensation ou plus exactement la libération par apport de créances ne pourra, en vertu du droit commun, intervenir de plein droit, mais devra être acceptée par l'assemblée générale des actionnaires. Il n'en irait autrement que si le projet entendait se substituer

à la volonté des parties et imposer d'autorité les modalités qu'il prévoit pour la libération des actions de l'Etat. Telle n'est, toutefois, pas l'intention du Gouvernement.

Pour que l'assemblée générale puisse se prononcer sur les modalités de la libération des actions de l'Etat, il conviendrait d'énoncer ces modalités dans les statuts.

Le texte que le Conseil d'Etat propose ci-après pour l'article 3 du projet fait ressortir le caractère conventionnel de la compensation :

"Article 3.-

L'Etat est autorisé à souscrire à chaque augmentation de capital prévue à l'article 2, pour un montant de 62.500.000 francs.

Les actions privilégiées ainsi souscrites seront libérées :

a. par annulation de la créance résultant de l'emprunt à 4 p.c. contracté auprès de l'Etat, dont l'échéance finale est fixée au 31 décembre 1968, à concurrence du montant restant dû le 1er janvier 1959, soit 53.607.000 francs;

b. par dérogation à l'article 33, B, des statuts, par une réduction, à concurrence de 71.393.000 francs, du montant inscrit au "Compte statutaire Etat" prévu à cet article".

\+

\+ \+

.../...

Les articles 6, 7 et 8 du projet abrogent les articles correspondants de la loi du 18 août 1955 et les remplacent par des dispositions nouvelles. On n'aperçoit pas l'intérêt qu'il y a d'insérer ces articles dans la loi du 18 août 1955. Il serait préférable de supprimer les phrases liminaires des articles 6, 7 et 8, et d'ajouter au projet un article abrogeant les articles correspondants de la loi du 18 août 1955.

\+

\+ \+

Le troisième alinéa du texte figurant à l'article 6 du projet reproduit, en y ajoutant les mots "autres opérations de financement", le deuxième alinéa de l'article 6 de la loi du 18 août 1955. Dans l'avis qu'il a donné sur le projet de cette loi, le Conseil d'Etat a fait remarquer qu'il résultait de la généralité des termes de cette disposition que tout le matériel volant acquis au moyen des emprunts contractés sous la garantie de l'Etat, postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi, serait, dans son ensemble affecté du privilège au profit de l'Etat, pour assurer le remboursement des sommes exposées éventuellement par celui-ci, en exécution de la garantie qu'il aura accordée aux emprunts. L'avis ajoutait : "Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, et si le privilège devait être limité, pour chaque emprunt, au matériel acquis au moyen de celui-ci, il y aurait lieu de préciser le texte de l'article 6 en faisant apparaître que les créances résultant de la garantie donnée par l'Etat à un emprunt ne seront privilégiées que sur le matériel volant acquis grâce au produit de cet emprunt" (Chambre des Représentants, session 1954-1955, Document n° 340, p. 9).

Cette observation vaut pour l'article 6 du présent projet.

\+

\+ \+

L'article 8 du projet autorise le Roi à exonérer d'impôts les primes de remboursement et les intérêts des emprunts. Il abroge l'article 8 de la loi du 18 août 1955 qui accorde directement la même exonération de l'impôt. Faute de disposition transitoire, il pourrait résulter de cette abrogation que les primes de remboursement et les intérêts des emprunts contractés avant l'entrée en vigueur du projet ne bénéficient à l'avenir plus de l'exonération, si le Roi ne la rétablit pas.
Le Gouvernement n'ayant pas l'intention de modifier le régime fiscal des emprunts déjà contractés, il convient de compléter le projet par une disposition transitoire maintenant ces emprunts sous le régime qui était en vigueur au moment de leur émission.

Compte tenu de cette dernière observation, l'article que le Conseil d'Etat propose d'ajouter au projet pourrait être rédigé comme suit :

"Article 10.-

Les articles 6, 7 et 8 de la loi du 18 août 1955 autorisant la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne (SABENA) à augmenter son capital et à modifier ses statuts, sont abrogés. Toutefois, les emprunts émis par la SABENA avant l'entrée en vigueur de la présente loi demeurent soumis aux dispositions légales et statutaires en vigueur au moment de leur émission".

\+

En tenant compte de l'observation formulée à propos de l'article 3 du projet de loi, le texte modifiant l'article 7 des statuts et figurant à l'annexe I du projet pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Article 7.-

Un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre l'avant-dernier et le dernier alinéa de l'article 7 :

"En ...; cent vingt-cinq mille actions privilégiées ont été souscrites par l'Etat belge et entièrement libérées de la façon suivante :

a) par annulation de la créance résultant de l'emprunt à 4 p.c. contracté auprès de l'Etat dont l'échéance finale était fixée au 31 décembre 1968, à concurrence du montant restant dû le 1er janvier 1959, soit 53.607.000 francs;

b) par une réduction à concurrence de 8.893.000 francs du montant inscrit au "Compte statutaire Etat" prévu à l'article 33, B; cent vingt-cinq mille actions privilégiées ont été souscrites par le Congo belge et entièrement libérées; deux cent cinquante mille actions privilégiées ont été souscrites en espèces et entièrement libérées par un groupe de souscripteurs privés. Il n'a pas été créé de nouvelles actions de dividende".

\+

\+ \+

.../...

Le second alinéa du texte modifiant l'article 34 des statuts et figurant à l'annexe I du projet devrait être rédigé comme suit :

"L'article 34, littera D, 2°, d, est supprimé".

\+

\+ \+

En raison de l'observation formulée au sujet de l'article 3 du projet de loi, il conviendrait d'ajouter, après les mots "ont été souscrites par l'Etat belge et entièrement libérées" figurant au texte modifiant l'article 7 qui se trouve à l'annexe II du projet, les mots "par une réduction, à concurrence de 62.500.000 francs du montant inscrit au "Compte statutaire Etat" prévu à l'article 33, B".

\+

\+ \+

Une modification de pure forme devrait enfin être apportée à l'article 1er du texte français, qui gagnerait en clarté à être rédigé comme suit ;

"Article 1er.-

La Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne (SABENA) est autorisée à apporter à ses statuts les modifications énoncées à l'annexe I de la présente loi, dès l'entrée en vigueur de celle-ci, et les modifications énoncées à l'annexe II de la présente loi, à partir du 1er janvier 1960".

Het ontwerp strekt er in hoofdzaak toe, de Belgische Naamloze Vennootschap tot exploitatie van het luchtverkeer (SABENA) te machtigen haar kapitaal te verhogen en haar statuten te wijzigen.

Artikel 31 van genoemde statuten schrijft immers voor, dat machtiging of goedkeuring door de Wetgevende Kamers vereist is, om daarin bepalingen van financiële of wettelijke aard te wijzigen.

De thans geldende statuten van de SABENA zijn die welke bij de wet van 6 april 1949 gevoegd en door de wet van 18 augustus 1955 gewijzigd zijn.

Voorts wordt door het ontwerp aan nieuwe leningen de Staatswaarborg verbonden, samen met de verbintenis van Staatswege een gedeelte van de rente te dragen. Ten slotte worden aan de SABENA nieuwe belastingvrijstellingen toegestaan.

\+

\+ \+

Artikel 7 van de wet van 6 april 1949 en artikel 5 van de wet van 18 augustus 1955 verlenen de SABENA reeds belastingvrijstellingen. Deze worden overgenomen in artikel 5 van het ontwerp. Artikel 9 van het ontwerp voorziet in nieuwe belastingvrijstellingen.

.../...

Tegen deze nieuwe belastingvrijstellingen kunnen evenmin als tegen de reeds bestaande, bezwaren op grond van artikel 112 van de Grondwet worden ingebracht.

Volgens de memorie van toelichting worden de in uitzicht gestelde vrijstellingen immers alleen met het oog op het algemeen belang in het leven geroepen. Dat zij alleen aan de SABENA worden toegestaan, is te verklaren, zoniet wegens het parastataal karakter dat aan de instelling zou zijn verbonden, dan toch hierdoor, dat de uit de vereniging van openbare besturen met particuliere personen ontstane SABENA, en zij alleen,moet instaan voor bepaalde luchttransporten van openbaar nut, zowel in België als in Belgisch-Congo.

De vrijstellingen zijn overigens zo opgevat, dat zij, ten opzichte van de gewone belastingwetten, de leden van de vennootschap niet begunstigen wat de winsten betreft, die zij daaruit halen.

\+

\+ +

Volgens artikel 3 van het ontwerp worden de aandelen waarop de Staat intekent; "volgestort door middel van compensatie".

Daar de schulden van de SABENA tegenover de Staat, waarvan de vernietiging in dit artikel wordt vastgesteld, niet opeisbaar zijn, zal de schuldvergelijking, of juister gezegd "de volstorting" door inbreng van schuldvordering, overeenkomstig het gemeen recht

.../...

niet van rechtswege kunnen intreden, maar behoeft zij de instemming van de algemene vergadering der aandeelhouders. Dit zou alleen dan niet het geval zijn, indien het ontwerp de plaats wilde innemen van de wil van partijen en gezagshalve de regelen wilde opdringen die het ten aanzien van de volstorting van de aandelen van de Staat voorschrijft. De Regering bedoelt het echter niet zo.

Om de algemene vergadering de gelegenheid te geven, over de regelen inzake de volstorting van de aandelen van de Staat te beslissen, behoren deze regelen in de statuten te worden opgenomen.

De hieronder voor artikel 3 van het ontwerp voorgestelde tekst doet uitkomen, dat de schuldvergelijking op overeenkomst steunt:

"Artikel 3.-

De Staat wordt er toe gemachtigd op elke in artikel 2 bedoelde kapitaalsverhoging in te tekenen voor 62.500.000 frank.

De preferente aandelen waarop aldus is ingetekend, worden volgestort :

a. door vernietiging van de schuldvordering wegens de bij de Staat aangegane lening tegen 4 t.h. met uiteindelijke vervaldag op 31 december 1968, tot beloop van het bedrag dat op 1 januari 1959 nog verschuldigd blijft, namelijk 53.607.000 frank ;

.../...

b. in afwijking van artikel 33, B, van de statuten, door vermindering met 71.393.000 frank van het bedrag dat geboekt is op de "Statutaire rekening Staat", bedoeld in dit artikel".

\+ + +

De artikelen 6, 7 en 8 van het ontwerp heffen de overeenkomstige artikelen van de wet van 18 augustus 1955 op en vervangen ze door nieuwe teksten. Het is niet duidelijk waarom deze artikelen in de wet van 18 augustus 1955 worden ingevoegd. Men schrappe de inleidende volzin in de artikelen 6, 7 en 8, en voege aan het ontwerp een artikel toe, dat de overeenkomstige artikelen van de wet van 18 augustus 1955 opheft.

\+

\+ +

Het derde lid van de tekst in artikel 6 van het ontwerp is de herhaling, met de toevoeging van de woorden "en andere financieringsoperaties", van het tweede lid van artikel 6 van de wet van 18 augustus 1955. In het advies over het ontwerp van deze wet merkte de Raad van State op, dat uit de algemeenheid van de bewoordingen van dit voorschrift bleek, dat op het geheel van het vliegend materieel, aangekocht met de opbrengst van de leningen die na de inwerkingtreding van de wet onder Staatswaarborg zullen worden aangegaan, het voorrecht ten gunste van de Staat zal rusten, om de terugbetaling te verzekeren van de bedragen, door de Staat

.../...

eventueel uitgegeven ter uitvoering van de waarborg welke hij aan de leningen zal verleend hebben. Het advies vervolgde : "Indien zulks niet de bedoeling van de Regering mocht zijn en indien het voorrecht voor elke lening beperkt moet blijven tot het materieel dat met behulp daarvan is aangekocht, zou de tekst van artikel 6 duidelijk tot uiting moeten brengen dat aan de schuldvorderingen ontstaan uit de waarborg welke de Staat aan een lening heeft gehecht, alleen een voorrecht zal verbonden zijn ten aanzien van het vliegend materieel dat dank zij de opbrengst van deze lening werd aangekocht" (Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting 1954-1955, document nr 340, blz. 9).

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 6 van het onderhavige ontwerp.

\+

\+ +

Artikel 8 van het ontwerp machtigt de Koning de aflossingspremies en renten van de leningen vrij te stellen van belasting. Het heft artikel 8 van de wet van 18 augustus 1955 op, dat rechtstreeks dezelfde belastingvrijstelling verleent. Bij gemis aan overgangsbepaling, zou deze opheffing tot gevolg kunnen hebben, dat de aflossingspremies en de renten van de vóór de inwerkingtreding van de ontworpen wet opgenomen leningen voortaan geen belastingvrijstelling zullen genieten, tenzij de Koning ze opnieuw toestaat. Daar de Regering de belastingregeling van de reeds opgenomen leningen niet wenst te wijzigen, behoort het ontwerp te worden aangevuld met een overgangsregeling die voor deze leningen de regeling handhaaft welke op het tijdstip van de uitgifte van kracht was.

.../...

Met inachtneming van deze opmerking, kan het artikel dat in het voorstel van de Raad van State aan het ontwerp wordt toegevoegd, worden gelezen als volgt :

"Artikel 10.-

De artikelen 6, 7 en 8 van de wet van 18 augustus 1955 waarbij de Belgische Naamloze Vennootschap tot exploitatie van het luchtverkeer (SABENA) er toe gemachtigd wordt haar kapitaal te verhogen en haar statuten te wijzigen, worden opgeheven. De leningen welke de SABENA vóór de inwerkingtreding van deze wet heeft uitgegeven, blijven echter onderworpen aan de op het tijdstip van uitgifte geldende wets- en statuutsbepalingen".

\+

\+ \+

Met inachtneming van de opmerking in verband met artikel 3 van het wetsontwerp, kan de tekst tot wijziging van artikel 7 van de statuten in de bijlage I van het ontwerp als volgt worden gelezen :

"Artikel 7.-

Een lid, luidend als volgt, wordt ingevoegd tussen het voorlaatste en het laatste lid van artikel 7 :

"In ... tekende de Belgische Staat in voor honderd vijfentwintig duizend preferente aandelen, waarvan het volledig bedrag werd gestort als volgt :

.../...

a) door vernietiging van de schuldvordering wegens de bij de Staat aangegane lening tegen 4 t.h. met uiteindelijke vervaldag op 31 december 1968 en tot beloop van het bedrag dat op 1 januari 1959 nog verschuldigd blijft, namelijk 53.607.000 frank;

b) door vermindering met 8.893.000 frank van het bedrag dat geboekt is op de "Statutaire rekening Staat" bedoeld in artikel 33, B; tekende Belgisch-Congo in voor honderd vijfentwintig duizend preferente aandelen, waarvan het volledig bedrag werd gestort; tekende een groep private intekenaars, tegen betaling in geld, in voor tweehonderd vijftigduizend preferente aandelen, waarvan het volledig bedrag werd gestort. Geen nieuwe dividendaandelen werden gecreëerd";

\+

\+ \+

Het tweede lid van de tekst tot wijziging van artikel 34 van de statuten in bijlage I van het ontwerp leze men als volgt :

"Artikel 34, D, 2°, d, vervalt";

\+

\+ \+

.../...

Ingevolge de opmerking betreffende artikel 3 van het wetsontwerp,voege men aan de tekst tot wijziging van artikel 7 in bijlage II,na de woorden "waarvan het volledig bedrag werd gestort",de woorden toe "door een vermindering met 62.500.000 frank van het bedrag dat geboekt is op de "Statutaire rekening Staat" bedoeld in artikel 33, B ".

\+

\+ \+

Ten slotte is bij de Franse tekst van artikel 1 een vormwijziging nodig, als volgt :

"Article 1er.-

La Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne (SABENA) est autorisée à apporter à ses statuts les modifications énoncées à l'annexe I de la présente loi, dès l'entrée en vigueur de celle-ci, et les modifications énoncées à l'annexe II de la présente loi, à partir du 1er janvier 1906".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	L.MOUREAU, G.HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P.COART-FRESART, P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw :	J.DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. J.LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.